

Grèce : Human Rights Watch demande la libération de centaines d'enfants migrants en détention

14.04.2020 | Grèce : Human Rights Watch demande la libération de centaines d'enfants migrants en détention

L'ONG Human Rights Watch a lancé une campagne, mardi, appelant le gouvernement grec à libérer plusieurs centaines de migrants mineurs non accompagnés actuellement retenus de façon « abusive ». Elle demande également à ce qu'ils soient hébergés pour pouvoir respecter les règles de confinement et être mieux protégés contre le coronavirus.

#FreeTheKids (« Libérez les enfants ») : c'est avec ce hashtag coup de poing que Human Rights Watch (HRW) compte attirer l'attention sur le sort de plusieurs centaines d'enfants migrants actuellement retenus « dans les cellules de postes de police et des centres de détention insalubres en Grèce ». Ils font l'objet d'une campagne lancée par l'ONG mardi 14 avril « après des années de recherche et de plaidoyer portant sur la pratique de la Grèce consistant à enfermer (...) les enfants qui se trouvent [dans le pays] sans un parent ou un proche », indique HRW dans un communiqué.

.@PrimeMinisterGR: Hundreds of migrant kids in #Greece are locked up for no reason during the global #COVID19 pandemic. You can save their childhoods. #FreeTheKids, put them in

*child-friendly housing now! <https://t.co/57BEADoIly>
pic.twitter.com/KkgZHGokfu*

– Human Rights Watch (@hrw) April 14, 2020

Officiellement, les autorités grecques justifient la rétention de ces mineurs comme étant un « régime de garde préventive » et estiment qu'il s'agit d'une mesure temporaire prise dans le meilleur intérêt de l'enfant. « En pratique, pourtant, cette détention est tout sauf une protection », souligne HRW qui rappelle « qu'en vertu de la loi grecque, les enfants non accompagnés devraient être transférés vers un hébergement sûr. Mais la Grèce connaît une pénurie chronique de places dans les lieux de vie adaptés, comme les refuges pour enfants non accompagnés. »

Selon les données du Centre national pour la solidarité sociale, une instance gouvernementale, citées par l'organisation, 331 enfants étaient en détention au 31 mars, en attente d'un transfert vers un hébergement. « Ce qui représente une forte hausse par rapport à janvier, où 180 enfants non accompagnés étaient derrière les barreaux », affirme HRW.

Dans les cellules, le risque « accru » de contracter le coronavirus

« Garder des enfants enfermés dans les cellules crasseuses des postes de police a toujours été une erreur, mais désormais cela les expose de surcroît au risque d'infection par le Covid-19 », a déclaré Eva Cossé, chercheuse sur la Grèce à

Human Rights Watch. « Le gouvernement grec a le devoir de faire cesser cette pratique abusive et de veiller à ce que ces enfants vulnérables reçoivent les soins et la protection dont ils ont besoin. »

L'ONG déplore en particulier « l'hygiène défaillante » dans les centres de rétention, rendant « impossible » la mise en place des « mesures basiques » de lutte contre le coronavirus, ainsi que les « détentions arbitraires et prolongées » : « Souvent ils n'ont pas accès aux soins médicaux, au soutien psychologique ou à l'aide juridique, et peu d'entre eux connaissent les raisons de leur détention ».

> A (re)lire : *Coronavirus: la Grèce place un deuxième camp de migrants en quarantaine*

Bien que le gouvernement grec ait lancé fin novembre 2019 un plan de protection des migrants mineurs non accompagnés prévoyant notamment la création de places d'hébergement, HWR estime qu'Athènes n'en fait pas assez au regard du droit international. L'ONG rappelle par exemple que la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a encore demandé à la Grèce, la semaine dernière, de protéger trois migrants dont deux mineurs non accompagnés. Ces derniers avaient saisi l'instance européenne quant aux conditions de vie dans les camps de réfugiés insalubres et surpeuplés en Grèce, sur fond de pandémie du coronavirus.

La CEDH a appelé les autorités grecques à « transférer les requérants, ou du moins à leur garantir un hébergement compatible » avec la Convention européenne des droits de

l'Homme, qui interdit « les traitements inhumains ou dégradants ».

> A (re)lire : *Témoignages : comment les migrants vivent les confinements en Europe*

Environ 100 000 demandeurs d'asile vivent actuellement en Grèce, dont 70 000 dans les 38 camps installés sur son territoire, selon les autorités grecques. Deux de ces camps, situés en Grèce continentale, ont récemment été placés en quarantaine après l'apparition d'une trentaine de cas de Covid-19.

Source

: <https://www.infomigrants.net/fr/post/24090/grece-human-rights-watch-demande-la-liberation-de-centaines-d-enfants-migrants-en-detention>